



UNE SEMAINE EN HAÏTI

L'hebdomadaire du Collectif Haïti de France

Une rédaction d'Alterpresse ... avec le soutien de la Fokal

N°1361

26 octobre 2018

- **Inquiétudes de la communauté internationale autour de l'évolution de la situation en Haïti**
- **Compétitivité mondiale : Le recul d'Haïti, conséquence de son extrême niveau de corruption, selon l'économiste Eddy Labossière**
- **Alerte sur le risque d'une crise humanitaire à Gros Morne, après le séisme du 6 octobre 2018**
- **Médias : Pour ses 17 ans, le Groupe Médialternatif présente AlterRadio et souhaite renforcer ses liens avec divers secteurs de la société**

>> Inquiétudes de la communauté internationale autour de l'évolution de la situation en Haïti

Des diplomates étrangers en poste en Haïti multiplient des rencontres avec diverses personnalités, afin de mieux apprécier la conjoncture politique et de jauger les réponses que le gouvernement y apporte. Une rencontre est programmée entre certains diplomates et le président Jovenel Moïse, afin de présenter les dispositions envisagées par l'administration en place par rapport aux incertitudes qui planent sur le pays. Sous pression de la rue, le président a effectué un véritable remue-ménage au sein de son entourage. 18 hauts fonctionnaires, dont 16 conseillers, ont été écartés ce lundi, au sein du cabinet présidentiel. La mise à pied de ces hauts fonctionnaires serait-elle une tentative de réponse aux revendications et à la mobilisation populaire ? Depuis la mi-août, les manifestations gagnent en ampleur, en Haïti et dans la diaspora, qui exige des éclaircissements sur l'utilisation de plus de 3 milliards de dollars américains des fonds PetroCaribe. Les dernières dispositions rendues publiques ce lundi 22 octobre, font suite à la demande de Jovenel Moïse à tous les grands commis de l'Etat, indexés et ayant eu une part active dans la gestion des fonds PetroCaribe, de se rendre disponibles pour être entendus par la justice en Haïti. « Toutes les firmes, qui ont encaissé l'argent du contribuable et qui n'ont pas honoré leurs engagements, seront poursuivies, d'où qu'elles soient, conformément à la loi. Je demande aux représentants légaux de l'Etat de s'en charger, suivant les formes légalement requises », avait-il souligné. Il a aussi promis la tenue du procès PetroCaribe, à l'occasion de la cérémonie officielle de commémoration du 212e anniversaire de l'assassinat (le 18 octobre 1806) de Jean-Jacques

Dessalines, père fondateur de la nation. Ce jour là, des marées humaines ont envahi les rues de nombreuses villes (Port-au-Prince, Delmas, Pétionville / département de l'Ouest, Cap-Haïtien / Nord, Les Cayes / Sud, Gonaïves et Saint-Marc / Artibonite, Port de Paix / Nord-Ouest, Hinche et Lascahobas / Plateau central, Miragoane / Nippes, etc.), dans le cadre du mouvement #PetroCaribeChallenge, pour demander des comptes sur l'utilisation des fonds PetroCaribe d'aide vénézuélienne à Haïti. De hauts fonctionnaires de l'Etat, dont des proches de l'actuel président, ont été indexés dans la dilapidation des 3 milliards de dollars. « Le limogeage annoncé de 18 hauts fonctionnaires au sein du cabinet présidentiel, constitue une tentative pour tromper la vigilance de la population et, du coup, boycotter le mouvement citoyen #PetroCaribeChallenge », estime le Secteur démocratique et populaire. Différentes organisations, dont des associations de médias et de journalistes, déclinent l'invitation du premier ministre Jean Henry Céant à faire partie d'une commission indépendante de vérité sur l'utilisation des fonds Petro-Caribe. Elles plaident plutôt en faveur d'un renforcement des institutions de l'Etat. Les institutions, comme l'Unité centrale de renseignements financiers (UCREF), l'Unité de lutte contre la corruption (ULCC), la Cour supérieure des comptes et du contentieux administratif (CSCCA), les instances judiciaires et le parlement doivent être mis plutôt en conditions de bien réaliser leurs missions, souligne le Collectif du 4 décembre 2013. La Plate-forme des Organisations haïtiennes des droits humains (PODDH) condamne la façon, dont l'administration politique mène l'affaire PetroCaribe.

La PODDH fustige les agissements du commissaire du gouvernement, près le tribunal civil de Port-au-Prince, Ocnam Clamé Daméus, qui a décidé

d'entamer, fin septembre 2018, une enquête judiciaire sur ce dossier, déjà en cours d'instruction depuis janvier 2018.

>> **Compétitivité mondiale : Le recul d'Haïti, conséquence de son extrême niveau de corruption, selon l'économiste Eddy Labossière**

La place, qu'occupe Haïti dans ce classement, n'est pas étonnante. Elle est largement méritée si on considère le niveau de corruption, qui bat son plein dans le pays, affirme Eddy Labossière, dans une interview accordée à la station AlterRadio. « Aujourd'hui si le pays est pauvre, c'est à cause de la corruption. La nation n'a jamais demandé des comptes », blâme-t-il. Haïti occupe la 138e place sur 140 pays à travers le monde, dans le classement du Forum économique mondial sur la compétitivité, publié ce mardi 16 octobre. Dans le précédent rapport, Haïti occupait la 128e place sur 137 économies analysées à l'échelle mondiale. La corruption ne sera pas facile à combattre parce qu'elle se trouve contenue dans la loi qui fait du président un mineur, n'ayant pas de comptes à rendre concernant la finance et les biens de l'Etat,

fait remarquer Labossière. En Haïti, le problème d'investissement, qui ne date pas d'hier, constitue un handicap majeur au développement du pays. Le budget d'investissement public est pratiquement alloué au fonctionnement des appareils de l'Etat. « Pour combattre la corruption, il faut d'abord mettre en place un bouclier fiscal et faire en sorte que les institutions, telles que la Cour supérieure des comptes et du contentieux administratif et la Commission nationale de passation des marchés, soient indépendantes ». Labossière appelle à repenser les lois de la république, pour qu'elles responsabilisent toutes celles et tous ceux qui utilisent les fonds publics. On aura beaucoup de mal à condamner celles et ceux qui ont dilapidé les fonds PetroCaribe, à cause d'une absence de justice spécialisée en finances en Haïti, pense-t-il.

>> **Alerte sur le risque d'une crise humanitaire à Gros Morne, après le séisme du 6 octobre 2018**

Cette crise humanitaire pourrait surgir sur l'ensemble de la commune de Gros Morne (Artibonite), dans le contexte post-sécheresse et inondation ainsi que post-séisme du 6 octobre 2018, avertit l'Institut haïtien de technologie et d'animation (ITECA). Il faut « une action d'urgence coordonnée et efficace » en faveur de Gros Morne, en termes de construction d'abris provisoires, d'assistance médicale, d'eau potable et assainissement, et d'accompagnement psycho-social. Déjà dans la plus extrême précarité, les paysannes et paysans, vivant dans les mornes, en seront les principales victimes. Les femmes et les jeunes ainsi que les enfants en subiront également les effets les plus dommageables. « Les paysannes et paysans ne doivent plus être à la fois les principales victimes de l'injustice sociale et les laissés pour compte des dégâts, liés aux

catastrophes naturelles ou environnementales, qui en découlent largement ». L'ITECA appelle à une véritable mobilisation des acteurs, pour une évaluation globale des dommages au niveau des 8 sections communales de Gros Morne. L'Etat central doit développer de manière concrète, des mécanismes qui renforcent les comités locaux de protection civile, tels que définis dans le Système national de gestion des risques et des désastres. 3 personnes sont décédées de diphtérie, plusieurs cas d'infection sont enregistrés à l'hôpital Alma Mater de Gros Morne, plus d'une semaine après le tremblement de terre du samedi 6 octobre 2018, de magnitude 5.9 sur l'échelle de Richter. Ce séisme a fait 7 décès, 118 blessés, 510 maisons détruites et 1 660 maisons endommagées à Gros Morne. Le bilan global était de 17 morts et plus de 400 blessés sur le territoire national.

>> **Médias : Pour ses 17 ans, le Groupe Médialternatif présente AlterRadio et souhaite renforcer ses liens avec divers secteurs de la société**

Des représentantes et représentants de divers secteurs ont pris part, ce samedi, à la célébration du 17e anniversaire du Groupe Médialternatif (GM, fondé le 20 octobre 2001), au local de l'institution à Delmas 51 et au Yanvalou, café restaurant à Port-au-Prince, dans une ambiance amicale et festive. L'événement a donné l'occasion de présenter au public la station AlterRadio. Inaugurée

en ligne en octobre 2015, la station AlterRadio a débuté ses émissions sur 106.1 Mhz, en mars 2018. S'inscrivant dans une perspective alternative et démocratique, AlterRadio est la résultante d'expériences longues et multiples, qui assume un parti-pris en faveur de la modernité, du projet démocratique, du dialogue, de l'épanouissement culturel et du progrès économique et social.

A lire également :

- Réformes constitutionnelles et régimes politiques en Haïti, un jeu de dupes (<http://www.alterpresse.org/spip.php?article23689>);
- Haïti-Politique : Un procès PetroCaribe pour moraliser la gestion publique, prône le sociologue Antoine Augustin (<http://www.alterpresse.org/spip.php?article23687>).